
Deuxième session, trentième Législature

Second Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 72

Bill No. 72

Loi modifiant la Loi des droits
sur les successions

An Act to amend the Succession
Duties Act

Première lecture

First reading

M. HARVEY (Jonquière)

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1974

Projet de loi n° 72

Loi modifiant la Loi des droits
sur les successions

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 9a de la Loi des droits sur les successions (Statuts refondus, 1964, chapitre 70), édicté par l'article 166 du chapitre 17 des lois de 1973, est modifié:

a) par le remplacement, dans la troisième ligne, du mot « vingt » par le mot « quarante »;

b) par le remplacement, dans la cinquième ligne, du millésime « 1973 » par le millésime « 1974 ».

2. L'article 57 de ladite loi, modifié par l'article 33 du chapitre 29 des lois de 1972, est remplacé par le suivant:

« **57.** Nonobstant l'article 69 de la Loi du ministère du revenu (1972, chapitre 22), le ministre ou un fonctionnaire autorisé par ce dernier peut dire si un testament ou une déclaration a été ou non reçu par le ministère et confirmer si un bien est compris dans une déclaration.

Ils peuvent également donner des renseignements et fournir des documents à tout fonctionnaire chargé de la perception de droits sur les successions pour le gouvernement d'une autre province ou d'un pays étranger si le gouvernement de cette province ou ce pays accorde la même faculté aux fonctionnaires de la province. »

Bill No. 72

An Act to amend the Succession
Duties Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 9a of the Succession Duties Act (Revised Statutes, 1964, chapter 70), enacted by section 166 of chapter 17 of the statutes of 1973, is amended:

(a) by replacing the word "twenty" in the first line by the word "forty";

(b) by replacing the figure "1973" in the third line by the figure "1974".

2. Section 57 of the said act, amended by section 33 of chapter 29 of the statutes of 1972, is replaced by the following:

“**57.** Notwithstanding section 69 of the Revenue Department Act (1972, chapter 22), the Minister or an officer authorized by him may state whether a will or a declaration has been received or not by the Department and confirm whether a property is included or not in a declaration.

They may also give information and furnish documents to any officer entrusted with the collection of succession duties for the government of another province or of a foreign country if the government of such province or country grants the same power to the officers of the Province.”

NOTES EXPLICATIVES

L'article 1 réduit les droits de succession de 40% pour toute succession ouverte après 1974.

L'article 2 prévoit des dispositions nouvelles à l'égard de certains renseignements que peut donner le ministre du revenu ou un fonctionnaire autorisé à l'égard d'une succession.

L'article 3 oblige le ministre du revenu, lors d'un avis d'opposition, à faire connaître sa décision sous pli recommandé.

L'article 4 corrige un renvoi erroné.

L'article 5 permet au ministre du revenu de conclure des ententes avec les autres provinces canadiennes afin d'éviter la double imposition de droits successoraux.

EXPLANATORY NOTES

Section 1 reduces succession duties by 40% for any estate opened after 1974.

Section 2 makes new provisions respecting certain information which the Minister of Revenue or an authorized officer may give with regard to an estate.

Section 3 compels the Minister of Revenue, in the case of a notice of objection, to make his decision known by registered mail.

Section 4 corrects a false reference.

Section 5 enables the Minister of Revenue to enter into agreements with other Canadian provinces to avoid double taxation of succession duties.

3. L'article 57c de ladite loi, édicté par l'article 34 du chapitre 29 des lois de 1972, est modifié par l'insertion dans la dernière ligne, après le mot « cotisation », de ce qui suit: « et faire connaître sa décision au bénéficiaire, exécuteur, fiduciaire ou administrateur par un avis transmis par la poste sous pli recommandé ».

4. L'article 57f de ladite loi, édicté par l'article 34 du chapitre 29 des lois de 1972, est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes, des mots « du présent article » par les mots « de la présente section ».

5. L'article 59 de ladite loi est modifié:

a) par le remplacement des troisième et quatrième lignes du premier alinéa du paragraphe 1 par ce qui suit: « dans une province du Canada, autre que »;

b) par le remplacement, dans les troisième, quatrième et cinquième lignes du deuxième alinéa du paragraphe 1, des mots « au Royaume-Uni ou à cette possession britannique » par les mots « à cette province du Canada »;

c) par le remplacement, dans les septième, huitième et neuvième lignes du deuxième alinéa du paragraphe 1, des mots « du Royaume-Uni ou de telle possession britannique ou » par les mots « de cette province du Canada ou de ce »;

d) par l'insertion dans la cinquième ligne du paragraphe 2, après le mot « dans », de ce qui suit: « la province du Canada ou ».

6. L'article 1 entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1975.

7. Sous réserve de l'article 6, la présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

3. Section 57c of the said act, enacted by section 34 of chapter 29 of the statutes of 1972, is amended by inserting after the word "reassess" in the last line the following: ", and inform the beneficiary, executor, trustee or administrator of his decision by means of a notice sent by registered mail".

4. Section 57f of the said act, enacted by section 34 of chapter 29 of the statutes of 1972, is amended by replacing the word "section" in the second line by the word "division".

5. Section 59 of the said act is amended:

(a) by replacing the third and fourth lines of the first paragraph of subsection 1 by the following: "in a province of Canada other than the";

(b) by replacing the words "the United Kingdom or such British dominion" in the fourth and fifth lines of the second paragraph of subsection 1 by the words "such province of Canada";

(c) by replacing the words "the United Kingdom or such British dominion or" in the eighth and ninth lines of the second paragraph of subsection 1 by the words "such province of Canada or such";

(d) by inserting after the word "in" in the sixth line of subsection 2 the following: "the province of Canada or".

6. Section 1 shall come into force on 1 January 1975.

7. Subject to section 6, this act shall come into force on the day of its sanction.